

Lettre d'information n° 1 du syndicat CGT de l'Université Paris Cité

Rapport d'activité 2021

I Le syndicat en force !

L'activité de notre syndicat ne cesse de progresser :

- nous avons amélioré notre organisation qui nous permet d'assurer les permanences syndicales et un meilleur suivi des dossiers.
- nous avons encore renforcé la communication et l'échange avec les collègues et nous avons su rendre nos actions visibles.
- Et enfin, parce que les conditions de travail à l'université dans le cadre de la fusion continuent de se dégrader. Paradoxalement, l'université ne semble pas comprendre que plus l'environnement de travail sera délétère, plus la CGT attirera de nouveaux adhérents.

II Nos actions

Voici les axes de travail syndical et nos actions pour la défense des conditions de travail des agents :

- Participation aux instances : nous avons des élus au CA, Sénat, CT, CHSCT central et spécial
- Permanences syndicales
- Organisation d'heure d'informations syndicales, d'Assemblée générale
- rédaction et diffusion de tracts et de communiqués
- Accompagnements collectif et individuels
- Lien avec les UL et la ferc sup

Les instances type CA et Sénat sont des chambres d'enregistrement, la CGT est souvent seule à intervenir pour les représentants des personnels BIATSS.

Au comité technique et CHSCT central et spéciaux, les élus cgt sont initiateurs de motions et d'avis.

La question du temps passé dans les instances se pose tant pour y représenter les agents que pour préparer nos interventions. L'instance n'est qu'un des moyens du syndicat et en aucun cas une finalité. Notre priorité est et doit rester le lien avec les collègues sur le terrain.

III Nos victoires !

Les accompagnements collectifs et individuels ont eu des dénouements positifs :

Pas de refus de temps partiel pour ceux qui ont été au bout de la démarche, rémunérations obtenues plus rapidement et modification du contrat d'enseignants, réaffectation des agents soumis au passe vaccinal et aucune sanction disciplinaire prise à l'encontre d'agents convoqués.

Sur les problématiques de management et de surcharge de travail, nous ne vous cachons pas que la lutte se déroulera sur un temps plus long mais aura plus de chances d'aboutir avec une participation plus massive des agents. Cela renvoie aux difficultés d'UPC que l'on dénonce depuis la fusion et auparavant.

Nous devons essayer, quand cela est possible, de rendre l'action collective. Les difficultés rencontrées étant engendrées par la politique de l'UPC et ses divers manquements.

De manière générale, même si certains effets de nos actions ne se voient pas directement, nous obligeons la direction de l'université à se poser des questions et à être attentive à certains dysfonctionnements (par exemple les problèmes des contrats) et à certains services où le management pose des difficultés.

IV Améliorations souhaitables et perspectives pour continuer à développer le syndicat et ainsi augmenter le nombre d'adhérents et gagner aux prochaines élections pro :

Renforcer encore notre organisation : coordonner les agendas des réunions du bureau avec les instances pour aider les représentants et discuter collectivement, meilleure communication entre les élus : Cloud et outils communs à développer.

Projet de lettres d'info pour les adhérents et organisation de plusieurs assemblées générales des adhérents dans l'année pour échanger : au minimum 2 dans l'année, dans l'idéal 4.

Efforts à faire sur les sites d'exDescartes : être plus présents, faire de nouveaux adhérents, demander un local et y faire une permanence : 1/mois pour commencer.

Organiser plus de réunions ou d'heure d'informations syndicales en présentiel en allant sur les différents sites et organiser des diffusions de tracts.

Nous devons continuer à apporter notre soutien aux collègues, les aider à se réunir et s'organiser et ainsi construire le rapport de force pour dénoncer les conditions de travail à UP et les améliorer.

Quand le rapport de force est là, on peut gagner et faire fléchir nos directions.

Compte rendu des décisions du congrès de la CGT-FERC-SUP-UP du 28 mars 2022

Le congrès de notre syndicat a eu lieu le lundi 28 mars de 9h à 16h30 sur le campus Paris Rive Gauche.

23 adhérents du syndicat étaient présents au cours de la journée. [REDACTED] de l'union locale CGT du 5/6 arrondissement de Paris et [REDACTED] du bureau national de la Ferc Sup Cgt ont également participé au congrès à notre invitation.

L'ordre du jour était le suivant :

9h-9h30 : Accueil des participants

9h30 : Rapport actualités

10h15 : Rapport d'activités

11h : Rapport financier

11h30 : Pause

11h45-12h30 : Perspectives et élections professionnelles 2022

12h30 : Élections des membres du bureau, des trésoriers et secrétaires

13h-14h30 : Repas (offert par le syndicat)

14h30-16h: Tour de tables et échanges sur la situation dans les différents services et la participation à la vie du syndicat

- Les comptes du syndicat ont été approuvés à l'unanimité (20/20 votants)
- La question de l'alliance avec FO aux prochaines élections professionnelles a été discutée et il a été décidé à l'unanimité moins une abstention de faire une liste uniquement CGT (20 pour, 1 abst. /21 votants)
- Se sont présentés et ont été élus à l'unanimité (21/21 votants) les membres du bureau suivants :

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

- Sont élus à l'unanimité (21/21) en tant que co-trésoriers : [REDACTED]
- Sont élus à l'unanimité (22/22 votants) en tant que co-secrétaires : [REDACTED]
[REDACTED]

Rapport actualités internationales et nationales – Congrès du 28 mars 2022

Après la crise sanitaire mondiale qui n'est toujours pas terminée et dont les conséquences auront des répercussions sociales pendant plusieurs années, les gouvernements au service des puissances capitalistes / impérialistes n'arrêtent pas d'attaquer les travailleurs du monde entier. L'actualité récente et l'invasion de l'armée Russe en Ukraine ordonnée par le président Poutine après des années de provocations de l'Otan en est une illustration.

De tout temps, l'ingérence d'un pays a pour but l'expansionnisme et l'accaparement des richesses et ne fait que desservir les peuples au profit de quelques-uns : par exemple en Afghanistan avec l'arrivée puis le retour des talibans qui, pendant plus de 15 ans et encore aujourd'hui asservissent le peuple et réduisent les femmes en simple objet. On peut aussi citer l'intervention des Etats-Unis en Irak qui n'a fait que déstabiliser encore plus le pays et la région, la guerre en Syrie, le chaos provoqué en Libye, au Yémen et en Palestine où les intérêts du capitalisme passent avant ceux de la population. La France n'a d'ailleurs pas à donner de leçons sur l'ingérence et l'expansionnisme quand on voit ce qu'elle fait encore dans l'ancienne Françafrique où elle installe elle-même des gouvernements favorables à ses intérêts.

Les travailleurs russes subissent eux aussi la politique de leur gouvernement au service des capitalistes et la répression s'ils cherchent à s'opposer. Ce ne sont pas les Russes nos ennemis mais leur gouvernement.

Pourquoi boycotter les artistes et chercheurs russes ? Le CNRS par exemple leurs interdit d'être sur certains projets.

Nous réaffirmons notre opposition à toute ingérence et toutes formes de discriminations dans d'autres pays et à la guerre où qu'elle soit et quelles qu'en soient les raisons.

Nous réaffirmons notre solidarité avec toutes les populations victimes des politiques guerrières, les Ukrainiens bien sûr aujourd'hui, mais aussi à l'ensemble des réfugiés à qui il faut ouvrir les frontières et apporter une aide matérielle et alimentaire.

Les inégalités déjà exacerbées suite à la crise sanitaire ne vont encore que se creuser avec les guerres.

Le rapport Oxfam déjà en 2020 précise que :

« En 2020, les 1 % les plus riches possèdent plus de deux fois les richesses de 6,9 milliards de personnes, soit 90% de la population mondiale.

En France, les 10 % les plus riches détiennent plus de la moitié des richesses nationales quand les 50 % les plus pauvres se partagent moins de 10 % du gâteau. »

Les entreprises des milliardaires sont aussi les plus polluantes : « Les émissions carbone du patrimoine financier des 63 milliardaires français est égale à 152 millions de tonnes CO2 soit l'empreinte du patrimoine financier de 49,4 % des ménages Français. »

En France toujours : « En 2020, jusqu'à 7 millions de personnes auraient eu recours à l'aide alimentaire selon le Secours Catholique. On comptait moins de 3 millions de bénéficiaires en 2008. »

« Le nombre d'allocataires du revenu de solidarité active (RSA) a augmenté de 150 000 entre octobre 2019 et octobre 2020, portant à 2,1 millions de personnes le nombre de bénéficiaires, soit une augmentation de 8,5%. »

A cela s'ajoute aujourd'hui l'augmentation du coût de la vie : hausse exponentielle du prix de l'énergie, inflation au plus haut, augmentation du prix des produits de première nécessité...

De plus, les attaques contre les travailleurs, les précaires et les privés d'emplois se multiplient : Loi El Khomri, réforme des retraites, réforme de l'assurance chômage et de Pôle Emploi, gel du point d'indice des fonctionnaires et des pensions des retraites....

Le scandale des maisons de retraite ORPEA nous montre encore une fois comment le néo-libéralisme vampirise les profits, sur le dos des personnes âgées et de leurs familles, en ne respectant ni les besoins élémentaires en termes de nutrition et d'hygiène des résidents, ni la loi sur les qualifications nécessaires des intervenants. Mais qu'importe ! Dans une économie totalement financiarisée, on est plus soucieux des fruits de la spéculation que des investissements réels dans le bien commun : tant qu'il y aura de l'argent à se faire, on sacrifiera les personnes âgées sur l'autel des EHPAD ! C'est pourquoi il faut nationaliser toutes ces résidences pour préserver le grand âge de la voracité sans limite de ces entreprises internationales.

Les récentes annonces de Macron ne laissent présager rien de bon s'il est réélu :

- Recul de l'âge de départ en retraite à 65 ans et la probable augmentation du nombre de trimestre, le RSA conditionné à 20h de travail (donc rémunéré la moitié d'un smic horaire), pourquoi créer alors des emplois stables et correctement rémunérés quand ces conditions permettent d'employer une main d'œuvre gratuite pour les patrons !
- Le projet de système universel à points n'est en réalité pas enterré mais sera appliqué pour les nouveaux entrants sur le marché de l'emploi. La question des travailleurs sans papiers n'est même plus vraiment évoquée mais elle est centrale dans le dumping social actuel, nous revendiquons la régularisation des travailleurs sans-papiers sans délais et militons pour plus de sanctions pour les patrons qui les utilisent.

Et ce n'est pas le dégel du point d'indice annoncé dans un but électoraliste et dont on ne connaît pas le pourcentage de revalorisation mais qui on le sait ne compensera certainement pas les dizaines d'années de blocage. Il faudrait a minima une augmentation de 10% pour compenser les 12 ans sans compter l'inflation pendant cette décennie et celle de cette année qui pourrait atteindre 4%.

Pour la CGT, le débat doit porter sur l'emploi, l'augmentation des salaires, l'amélioration de notre système social, la réduction du temps de travail et non sur les sujets de sécurité ou d'immigration qui ne font que diviser et détourner des problématiques importantes pour les travailleurs et travailleuses.

Nous nous inquiétons par ailleurs de la montée de l'extrême droite et du populisme contre lesquels nous devons combattre et dénoncer les idées rétrogrades sans compter que contrairement à ce qu'ils veulent nous faire croire, ils défendent eux aussi fermement les intérêts de la classe dirigeante et des capitalistes.

Les attaques continuent contre notre système social pour détruire les conquises de l'après-guerre : casse de la Sécurité Sociale, du système de retraite par répartition, casse des services publics de l'Education, des hôpitaux et du transport, la fin du statut du fonctionnaire avec la création du Code de la Fonction Publique, le 3 mars 2022, qui changera au gré des gouvernements.

La casse de l'école publique et gratuite pour tous avec comme objectif que les directeurs d'école deviennent des « managers », la destruction du bac, la sélection à l'entrée des universités avec parcours sup et maintenant « trouves ton master » qui contourne les instances démocratiques comme les Conseils d'UFR, met en concurrence les étudiants au niveau national et surtout l'opacité des critères de sélection du système et le stress qu'il peut générer comme avec parcours sup.

A terme, les volontés de réduire les subventions de l'Etat entraîneront le développement des partenariats avec le privé pour obtenir des fonds propres, système à l'états-unienne qui créera des universités à 2 vitesses et l'augmentation des frais d'inscription pour tous les étudiants.

Nous défendons également le principe d'un service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, ouvert à toutes et tous, d'égale exigence et qualité sur tout le territoire, gratuit, délivrant des diplômes nationaux, reconnus par les statuts et conventions collectives.

Nous revendiquons l'augmentation des capacités d'accueil à l'université afin de faire face à l'augmentation du nombre d'étudiants, et le retour d'un financement récurrent et pérenne d'État ainsi que l'ouverture des postes statutaires nécessaires.

Les attaques contre les personnels qui dénoncent leurs mauvaises conditions de travail sont aussi fortes à l'université, mais le syndicat CGT est toujours présent pour défendre et faire entendre les revendications des collègues. Ne nous laissons pas faire et soyons unis biatss et EC pour créer un important rapport de force et défendre nos droits acquis.

Heureusement il y a des lueurs d'espoirs, la lutte paie et la CGT, quand elle est forte et organisée, gagne : comme par exemple à N'assist Austerlitz où le protocole CGT a été accepté, chez WEPLER entreprise dans hostellerie où les salariés ont obtenu une augmentation significative des salaires pour tous les employés. La lutte des femmes de ménage à Sorbonne Université fut également une victoire importante même si le patron n'a pas dit son dernier mot (ni la CGT d'ailleurs). Chez PSA pour les primes covid de 4000€ pour tous obtenues grâce à la mobilisation de la CGT. Dans les bibliothèques pour le maintien du niveau des primes. Chez les éboueurs marseillais pour le maintien des congés, du temps de travail et des primes conquises. Chez Dassault les salariés ont récemment obtenu une augmentation de 140 euros par mois sur les 200 demandés en 3 mois de lutte. La semaine dernière les salariés d'Airbus ont

obtenu près de 4% d'augmentation de salaire grâce en grande partie à la CGT. La preuve que la lutte, lorsqu'elle est construite collectivement paye.

Enfin, ne nous décourageons pas et relevons la tête. Partout dans le monde, dans les entreprises, dans nos collectivités, unissons-nous et organisons-nous partout où c'est possible pour une société émancipatrice et égalitaire au service de l'humanité.

Reprenons ce qui nous a été volé par les capitalistes et rappelons-nous de cette citation d'un ancien secrétaire général de la CGT « La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat ».